



Autoroute Castres - Toulouse

Communiqué

13 juin 2012

Prise de conscience générale pour sortir de l'impasse

Nous avons, fin mai, interrogé les candidats aux législatives sur le projet autoroutier Castres - Toulouse sur les circonscriptions concernées de la Haute-Garonne et du Tarn. Le bilan (sur notre site) est éloquent, et dans le Tarn c'est : « **Tous opposés au projet autoroutier, sauf B. Carayon** ». Ce dernier reste aussi le seul à ne pas avoir répondu à nos questions, ni à celles posées par [P. Guérineau](#)¹ ou [D. Houlès](#)². Son silence est l'aveu de son incapacité à expliquer en quoi ce serait un bon projet, puisque tout montre maintenant que ce n'est pas une bonne solution.

Grâce à notre questionnaire, ce que nous constatons, c'est **une réelle prise de conscience de la part de tous**, citoyens, élus locaux et candidats aux législatives sur les graves conséquences du projet d'autoroute Castres - Toulouse : son coût pharaonique à supporter par le citoyen et les collectivités (impôts), l'iniquité sociale entre ceux qui ont les moyens de payer le péage et les autres, les risques sur l'économie locale, l'agriculture et l'environnement, et un calendrier de réalisation plus que chargé d'incertitudes. L'union sacrée du Tarn est dorénavant CONTRE le choix de l'autoroute.

Les esprits se libèrent d'une chape de plomb que les irréductibles partisans du projet autoroutier ont fait peser depuis 5 ans sur le Tarn sud en prétendant que lui seul pourrait répondre vite et pas cher au besoin de désenclavement du bassin Castres - Mazamet. Après les contre-vérités, non-dits et tromperies sur l'autoroute, assénés depuis 2007, il faut désormais envisager d'autres alternatives réalisables rapidement dans l'intérêt collectif et de nos territoires.

Et ce ne sont pas les récentes réactions des derniers défenseurs du projet qui altéreront cette prise de conscience pour une meilleure solution, comme la déclaration mensongère de B. Carayon sur un péage soudain à 8 € au lieu de 15 € ([La Dépêche du 06/06/12](#)³), le chantage voilé de P. Fabre à la délocalisation si l'autoroute ne se fait pas ([La Dépêche du 07/06/12](#)⁴), et le communiqué fallacieux de P. Bugis et M. Bossi prétendant qu'il ne resterait que 40 km à faire et que l'autoroute était validée ([La Dépêche du 08/06/12](#)⁵).

Le désenclavement du bassin d'emploi Castres - Mazamet est un enjeu majeur, tout comme le sont l'identité agricole de la grande partie des territoires concernés, l'équité sociale, l'économie locale, les services publics, l'environnement, les finances publiques. Et l'autoroute n'est pas à la confluence de tous ces enjeux, loin s'en faut.

**S'engager au plus vite sur les solutions alternatives,
c'est bien la direction à emprunter pour sortir de l'impasse autoroutière.**

1 <http://guerineau-castres.com/2012/06/04/repondez-m-b-carayon/>

2 <http://www.didierhoules.fr/fichiers/da93775d562115184c787b68a2c19cfb>

3 <http://www.ladepeche.fr/article/2012/06/06/1370845-autoroute-la-position-des-candidats.html>

4 <http://www.ladepeche.fr/article/2012/06/07/1371632-pierre-fabre-l-autoroute-conditionne-notre-avenir.html>

5 <http://www.ladepeche.fr/article/2012/06/08/1372830-autoroute-le-maire-et-la-cci-main-dans-la-main.html>